



Compte Rendu du GT du 7 mars 2019 concernant les postes non enseignants

Le SG (Mr Daumin) a introduit le GT en précisant que l'objet du GT, les moyens non enseignants « est un sujet sensible » puisque « le rectorat est invité à restituer 14 postes administratifs ».

Mais « cela ne doit pas entamer la qualité des relations tissées localement » (il faut entendre au niveau académique). Depuis 30 ans la fonction publique « fait plus avec moins ». Dans ce cas pourquoi ne pas continuer à supprimer des postes... ! Et il faut « une bonne anticipation des changements pour éviter les erreurs ». Et surtout « il faut changer de modèle », cette formule devenant l'élément de langage récurrent du SG.

La FSU est intervenue pour dénoncer les 14 suppressions de postes notamment administratifs pour la rentrée prochaine et a prévenu que la situation allait se tendre encore plus. La transformation des CAP en chambres d'enregistrement ne fera qu'accentuer les tensions entre les personnels et l'administration. Et ce n'est pas le dialogue social tel qu'il est défini par le rectorat « se dire les choses », qui permettra de réduire les crispations. Pour la FSU c'est la négociation qui doit être privilégiée.

Nous avons rappelé que les personnels sont en souffrance et que le mal être se répand.

Concernant les CIO : le SG a commencé en disant que c'était « un gros chapitre ».

3 suppressions de postes sont prévues à la rentrée 1 à Joué et 2 à Tours, puis 3 à la rentrée 2020 à Nogent, Amboise et Loches. Il faudra donc « faire évoluer les habitudes de travail ». Le SG réduit le travail des secrétaires à la prise de RDV et au rangement de la documentation. La FSU est intervenue pour contrer cette vision réductrice en mettant en avant leur rôle d'accueil, de liaison, de transmission d'information, de suivi du budget, de préparation d'évènements divers dont les forums... Et que dans les CIO où des suppressions avaient eu lieu l'année dernière, ce sont les autres personnels ou le/la DCIO qui récupèrent la charge de travail.

La FSU a fait remarquer que les CIO deviennent la variable d'ajustement car en 3 ans, ce sont 10 postes qui vont être supprimés.

La FSU a dénoncé les annonces du rectorat qui sont à géométrie variable puisque que lors du GT de l'année dernière, le rectorat avait communiqué la suppression d'un seul poste (Tours) du fait d'une éventuelle fusion entre Joué et Tours.

La FSU a à nouveau pointé que la suppression du seul poste administratif d'un CIO ou point d'accueil ou antenne préfigurait la disparition à terme de ces CIO.

Avenir des CIO :

Tours : fusion des CIO de Joué et de Tours en attendant une solution de relogement sur l'agglomération de Tours (attention cette appellation comprend plusieurs communes et pas seulement la ville de Tours). Les 3 personnels administratifs qui restent sur les 6 seront « affectés » au CIO de Joué. Les chefs d'établissement quant à eux seraient prêts à accueillir les psyEN de Tours dans les lycées afin « qu'ils y assurent une présence » notamment pour accueillir le public extrascolaire. Ils se sont engagés ainsi que la Région à ce que les permanences des psyEN se fassent dans de bonnes conditions.

La FSU a clairement donné sa position : le maintien des 2 CIO à Joué et à Tours. Il est hors de question pour la FSU que la ville de Tours n'ait pas de CIO pendant les 2 ans à venir et que dans 2 ans ce soit le CIO de Joué qui fasse les frais de cette restructuration. Nous avons également pointé le fait que la fréquentation par le public des pseudo permanences CIO allait être fortement réduite. La question matérielle se pose également dans de nombreux établissements car les psyEN partagent souvent leur bureau avec les assistantes sociales.

Nous avons indiqué que lors de la réunion avec les chefs d'établissement de Tours, ceux-ci avaient déclaré refuser d'accueillir les psyEN même de façon provisoire. Ce que dément le SG : « en début de réunion, ils étaient contre et en fin de réunion ils étaient tous d'accord ». Mais ce qu'oublie de dire le SG c'est que les chefs d'établissement ne souhaitent pas que les psyEN accueillent du public non scolaire.

Le SG a annoncé que « la cartographie des sites (et non des CIO) doit être préservée ». La FSU a émis des doutes à ce sujet et la suppression de l'unique poste administratif dans les petits CIO risque d'être la première étape de leur disparition.

La configuration serait un CIO pour accueillir le public extérieur et les psyEN dans les établissements. Nous avons à nouveau, démontré que les psyEN avec ce modèle, ne seraient pas plus dans les établissements puisqu'ils devront continuer à faire des permanences au CIO et que des réunions seraient nécessaires pour l'organisation du travail et l'échange d'information, la mise en commun de situations d'élèves... Par contre ce modèle aura pour conséquence la destruction des collectifs de travail et un appauvrissement du métier.

Le SG a par ailleurs annoncé la reprise du GT CIO interrompu en novembre.